

Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse

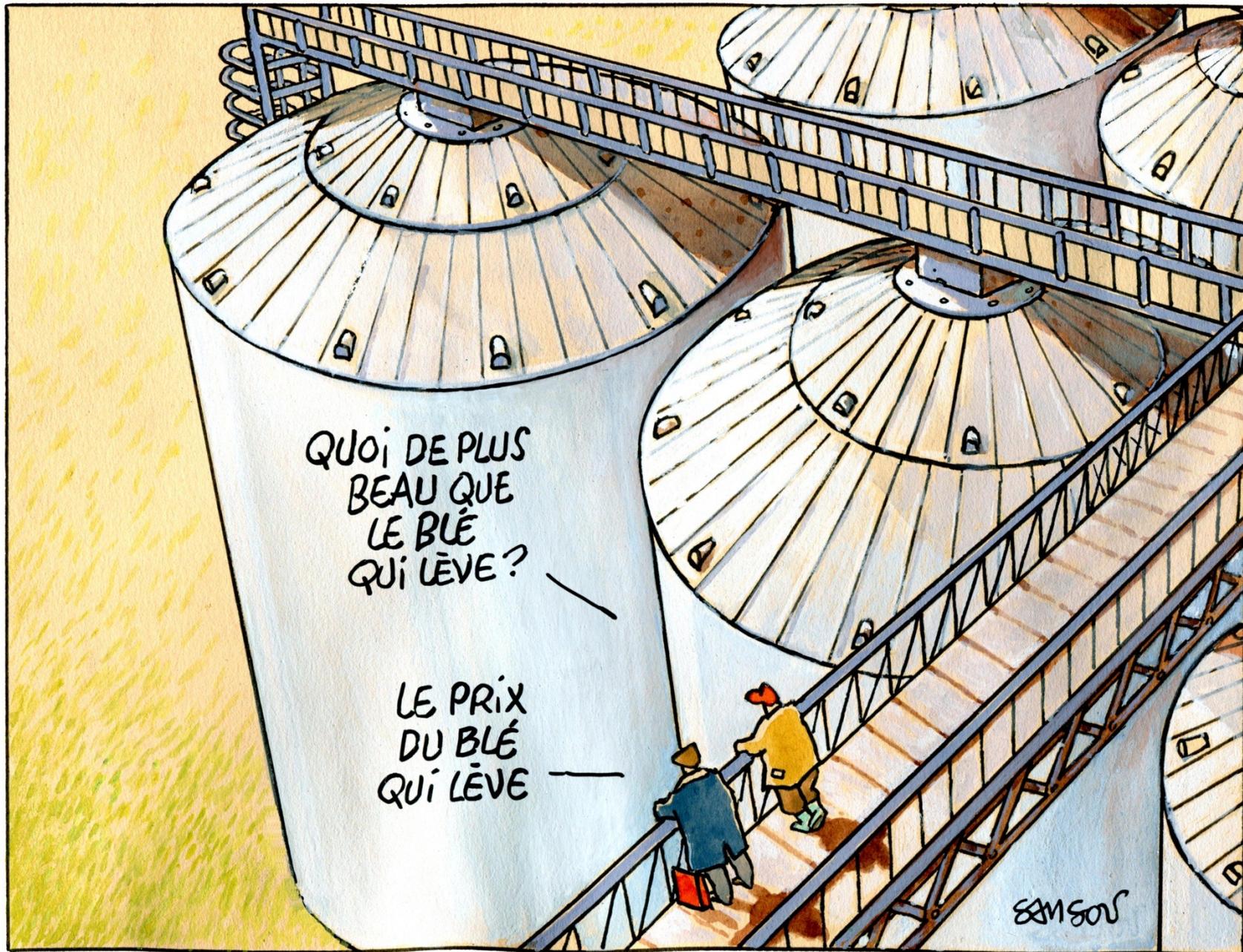
Association Baylène

Le 11 février 2013

**Causes et conséquences de la flambée
des prix céréaliers au Nord et au Sud**

Jacques Berthelot





QUOI DE PLUS
BEAU QUE
LE BLÉ
QUI LÈVE ?

LE PRIX
DU BLÉ
QUI LÈVE

SAMSON

P L A N

La flambée du prix des céréales et du soja

Les causes de la flambée des prix

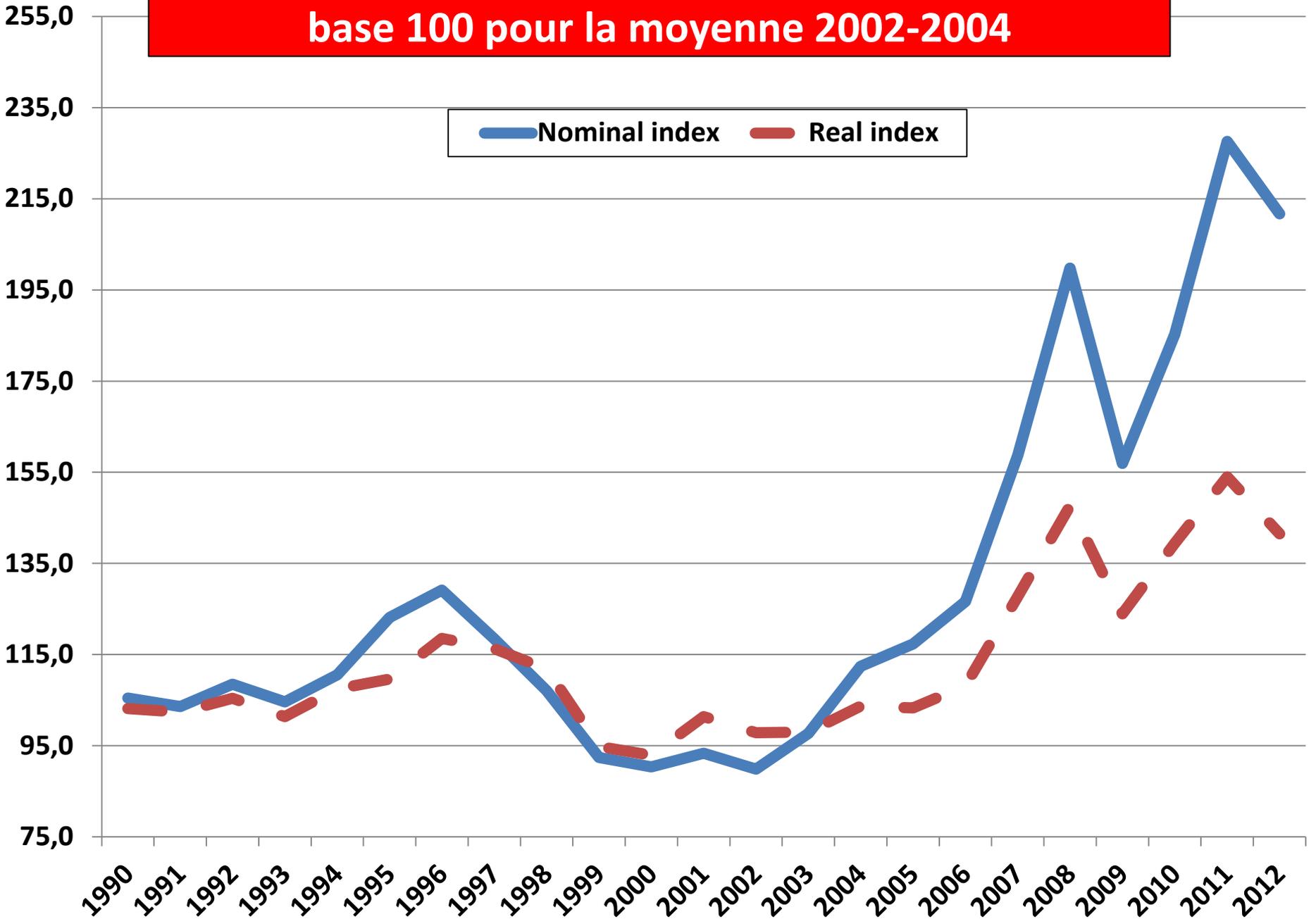
Inefficacité des remèdes proposés par le G20

Les aberrations de la future PAC 2014-20

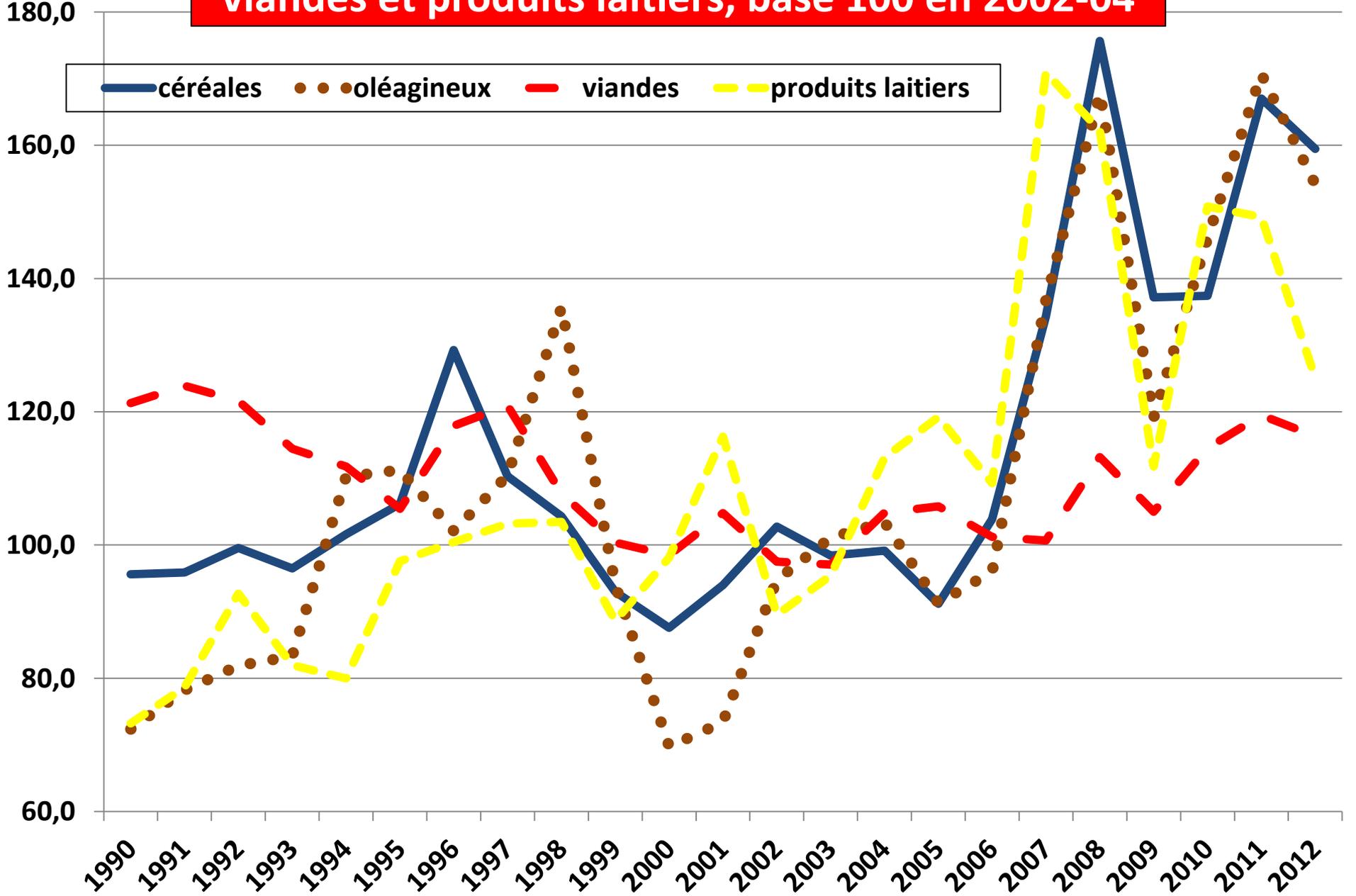
Déficit céréalier croissant de l'Afrique de l'Ouest

Indice nominal et réel des prix alimentaires de la FAO, base 100 pour la moyenne 2002-2004

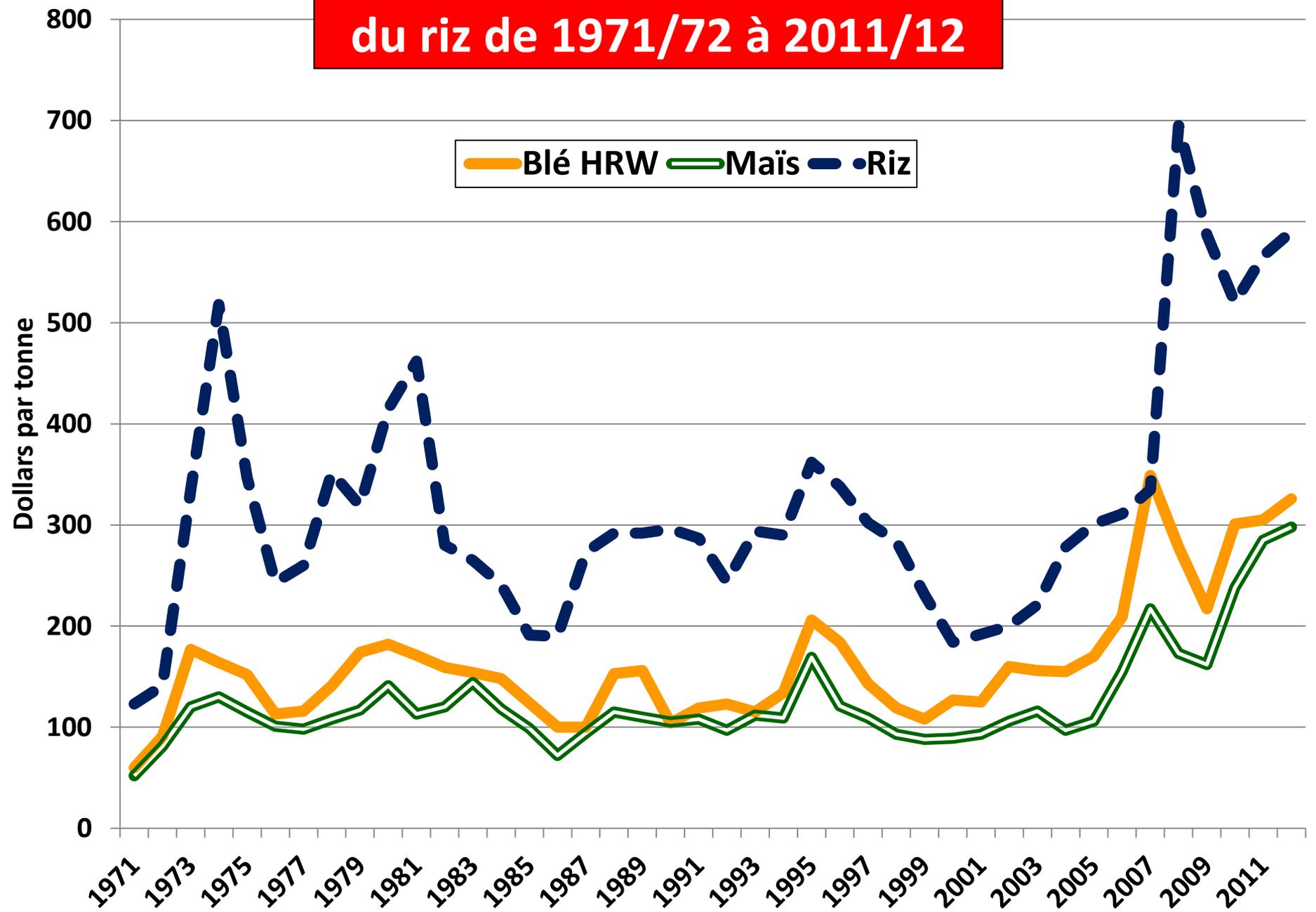
Nominal index Real index



Indices FAO des prix réels des céréales, oléagineux, viandes et produits laitiers, base 100 en 2002-04

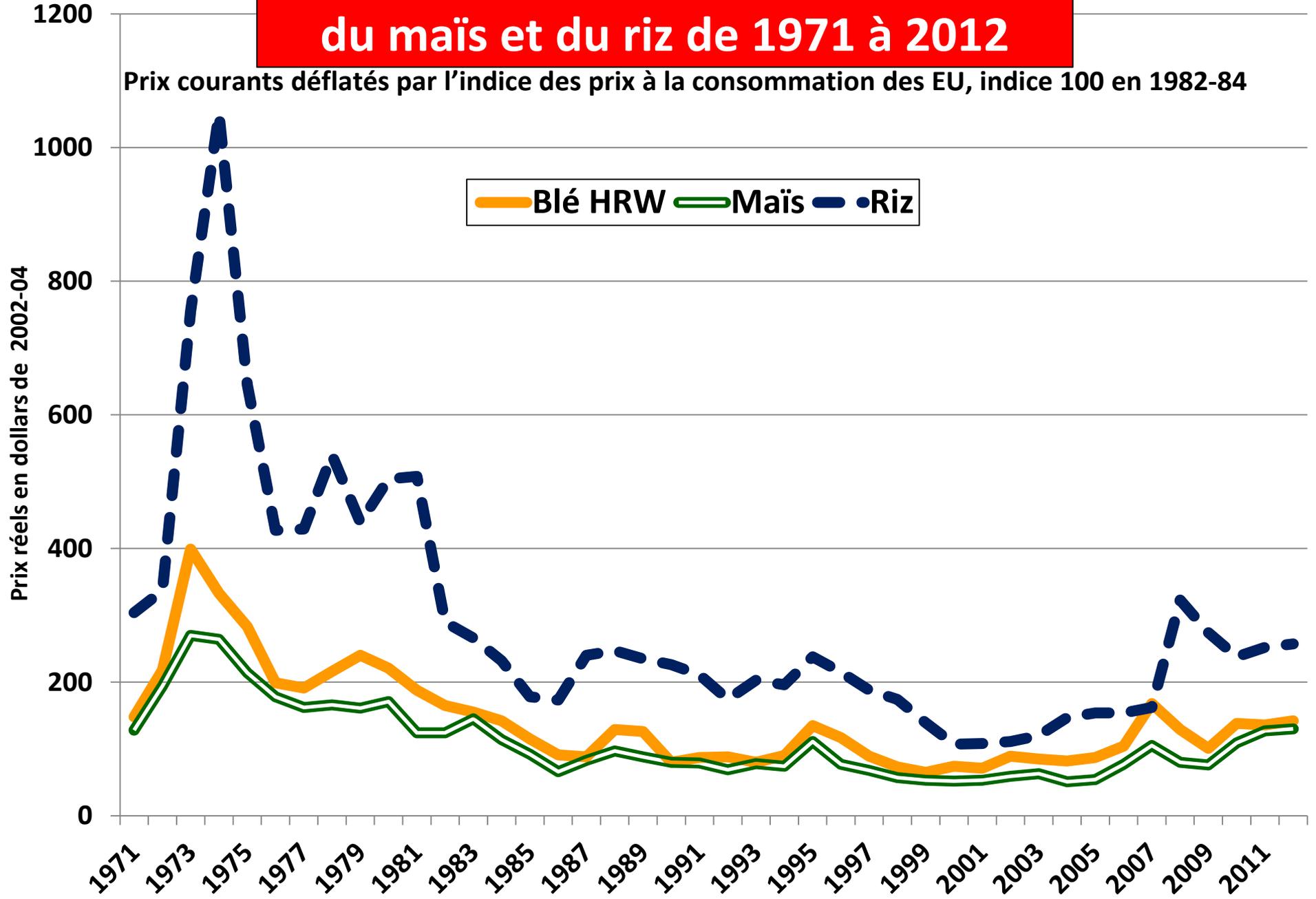


Prix mondial du blé, du maïs et du riz de 1971/72 à 2011/12

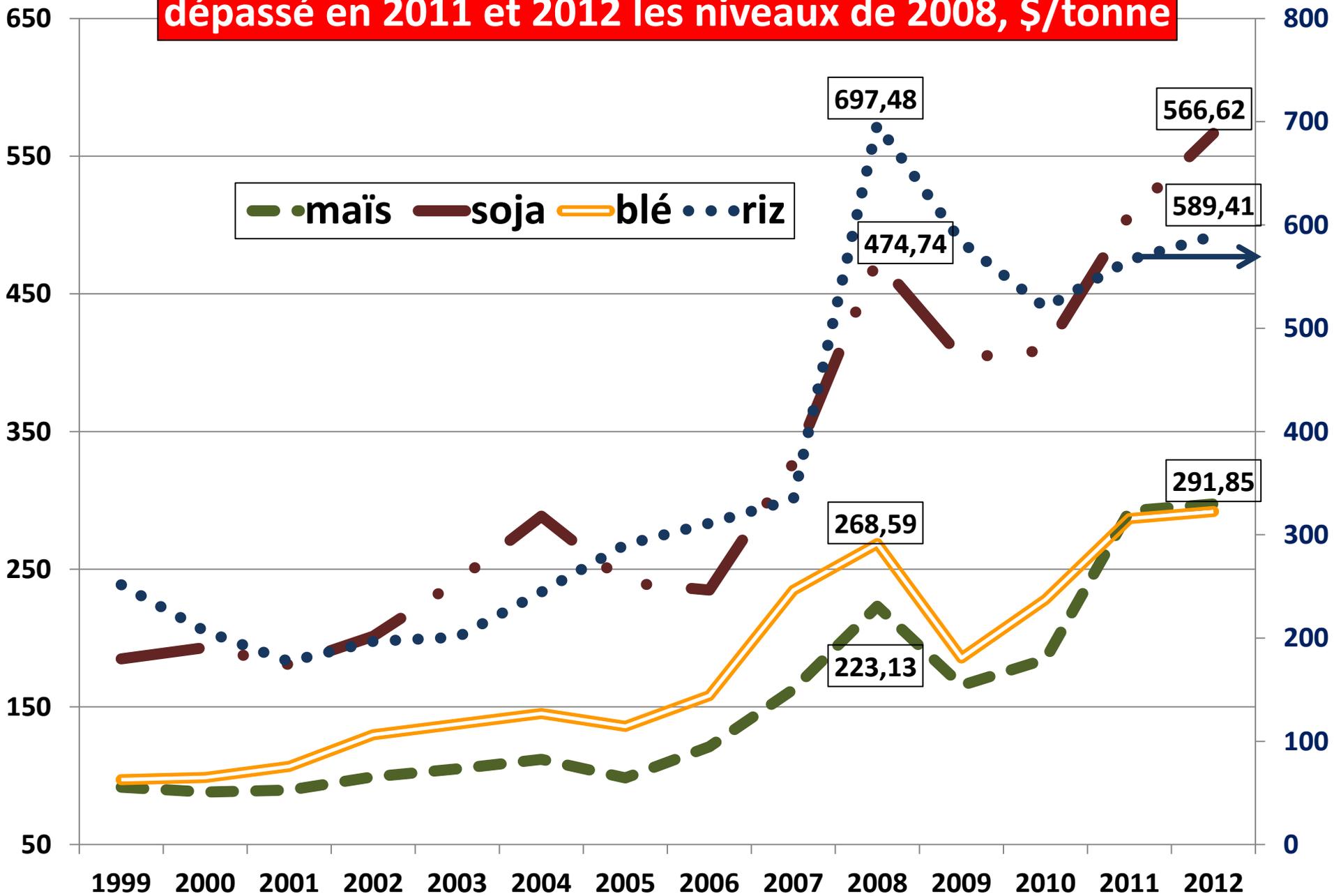


Evolution du prix mondial réel du blé, du maïs et du riz de 1971 à 2012

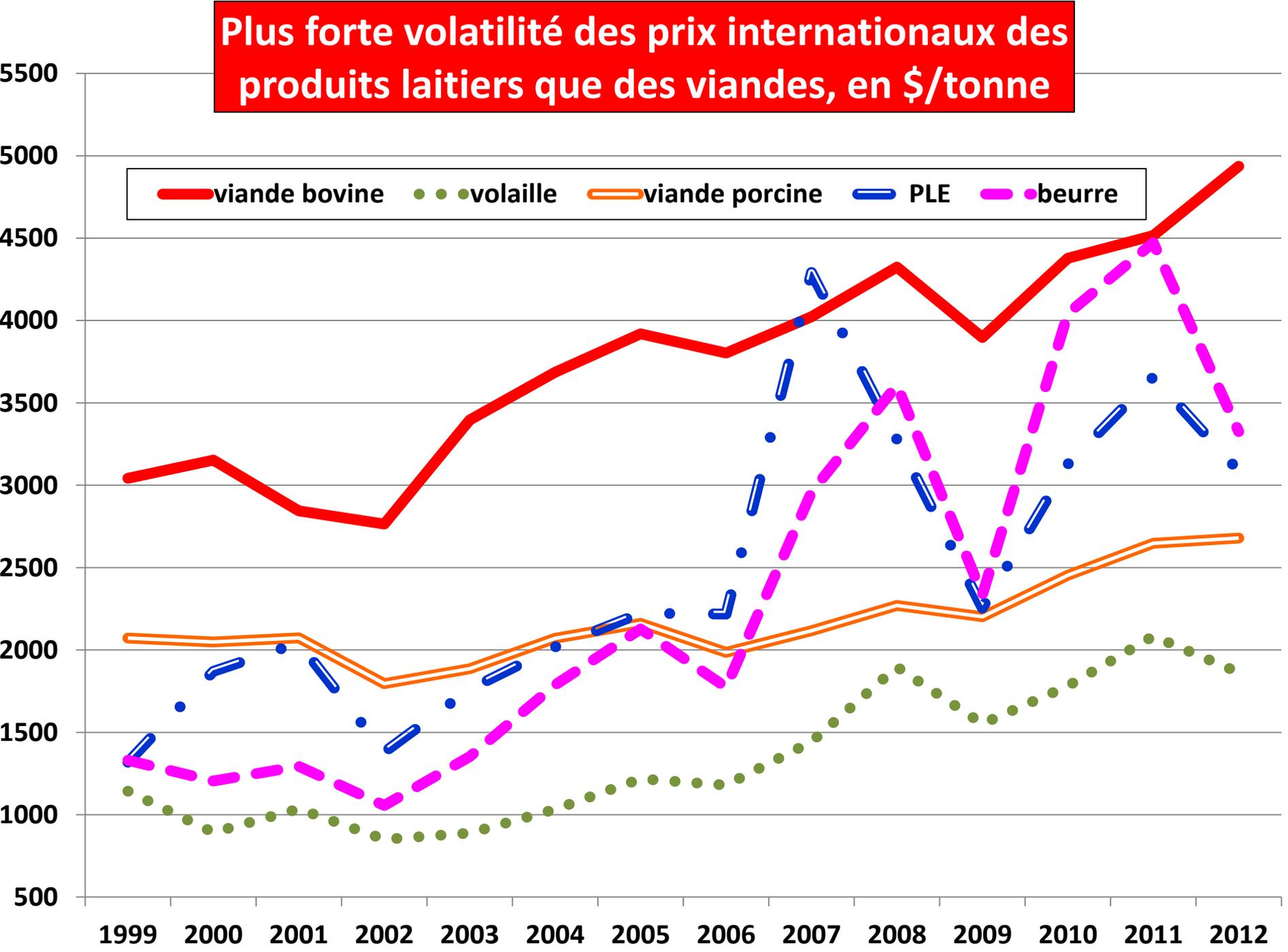
Prix courants déflatés par l'indice des prix à la consommation des EU, indice 100 en 1982-84



Les prix internationaux du blé, du maïs et du soja ont dépassé en 2011 et 2012 les niveaux de 2008, \$/tonne



Plus forte volatilité des prix internationaux des produits laitiers que des viandes, en \$/tonne



La responsabilité écrasante des EU et de l'UE dans la flambée des prix céréaliers mondiaux

Corrélation inverse entre les niveaux des stocks mondiaux et des prix mondiaux pour toutes les matières premières

Dans la flambée des prix de 2005-06 à 2007-08 la baisse des stocks EU+UE de 31,4 Mt a dépassé de 14% celle des stocks mondiaux de 27,5 Mt. De 2011-12 ceux des EU+UE ont baissé de 28 Mt (de 24%), soit 50% de plus que les stocks mondiaux de 18,7 Mt. Cause essentielle : le volume de céréales pour l'éthanol : 40% du maïs (127 Mt) aux EU.

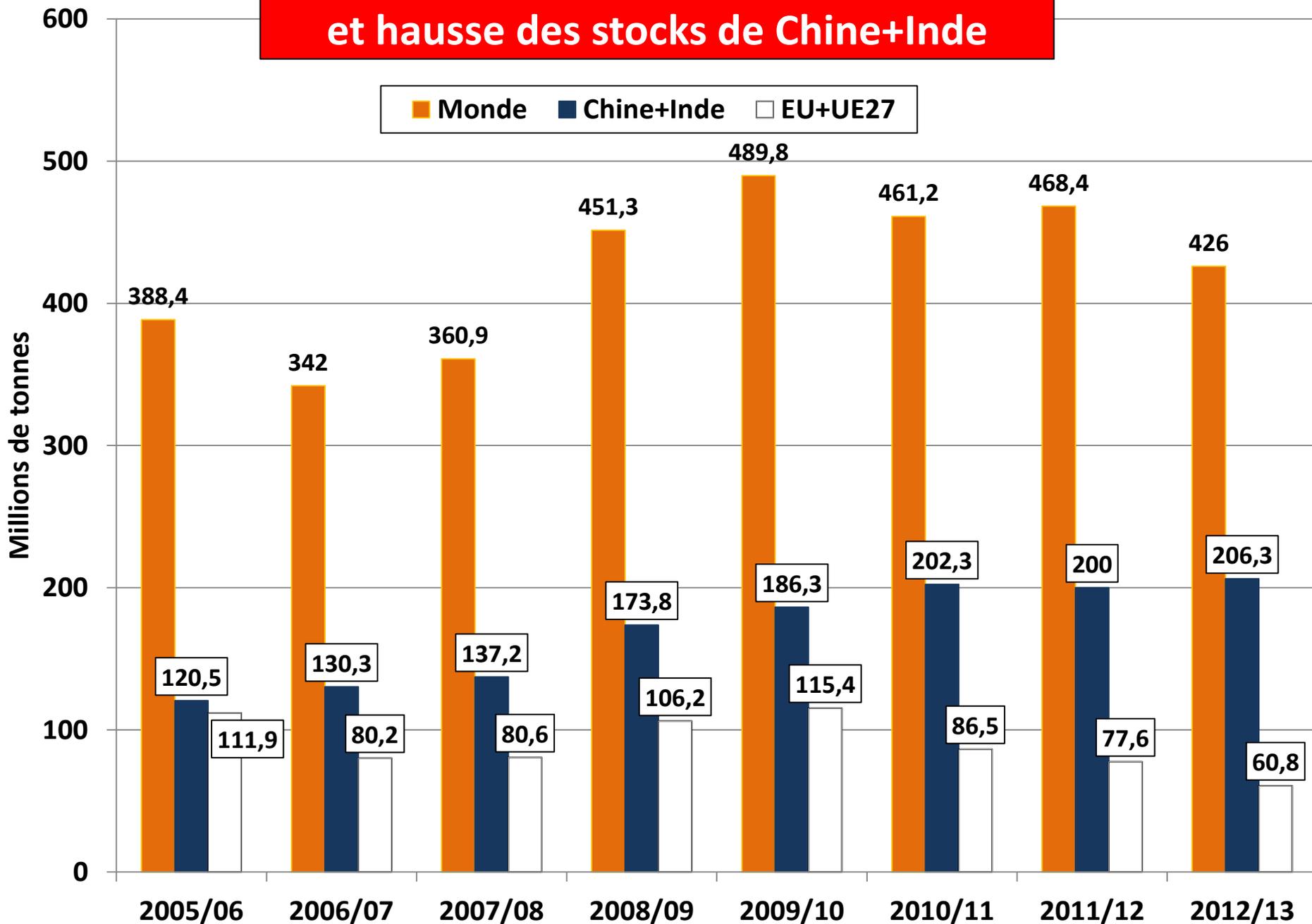
Sans le maïs des EU pour l'éthanol, la production céréalière mondiale aurait dépassé la demande mondiale de 99 Mt en moyenne de 2005-06 à 2011-12 et les prix céréaliers se seraient effondrés au lieu de flamber !

La baisse des stocks de l'UE et des EU est liée à la politique délibérée de s'en remettre au marché mondial

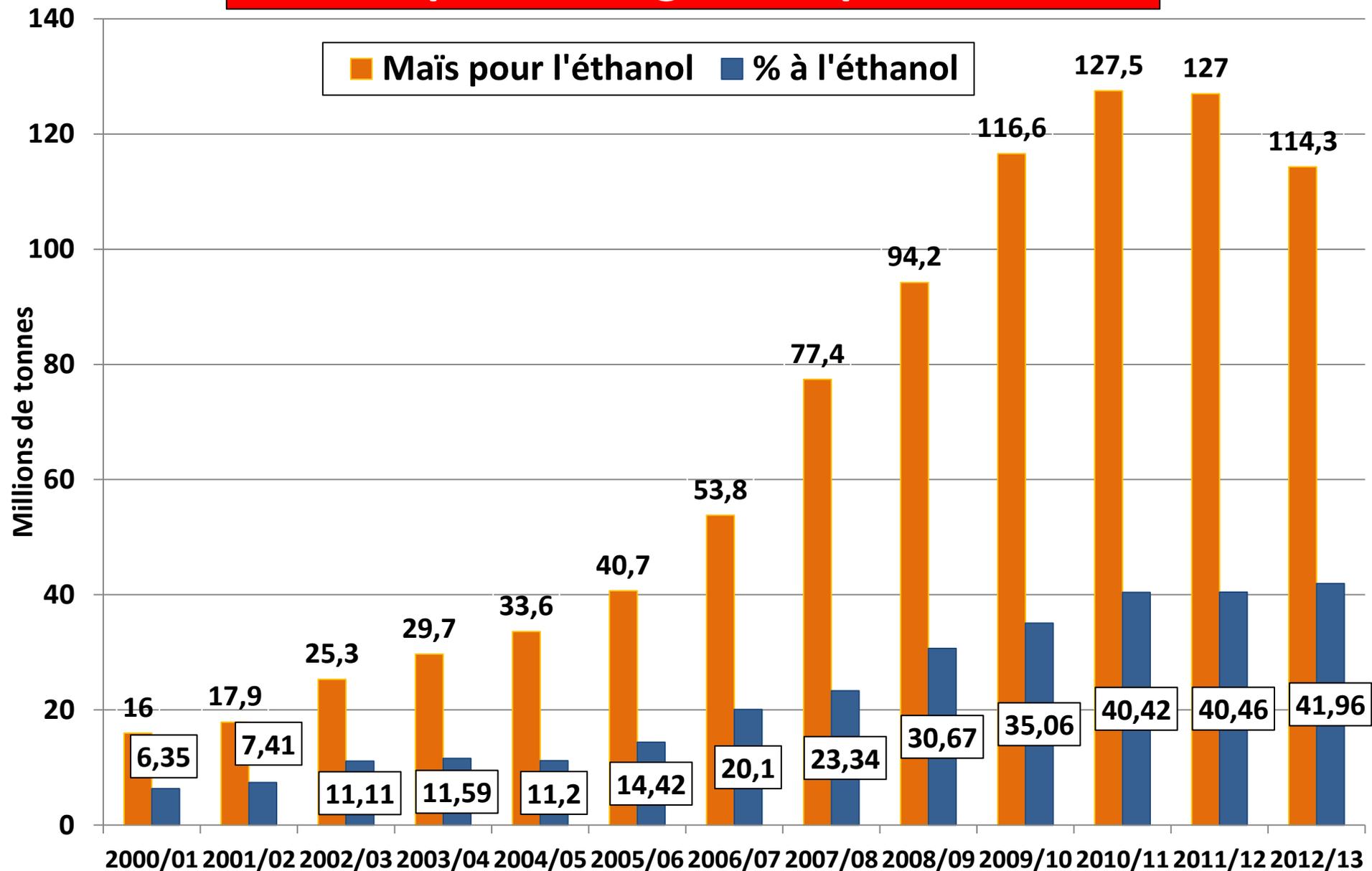
Outre l'impact principal du maïs US consacré à l'éthanol et la spéculation financière, la baisse des stocks n'est pas liée à une insuffisante production des EU et de l'UE mais à la dérégulation délibérée du Farm Bill et de la PAC dans le contexte de la libéralisation.

Les agriculteurs des EU ne sont plus incités à stocker car les subventions anti-cycliques les mettent à l'abri des pertes dues aux prix. La dérégulation de la PAC et l'impossibilité de prévoir les prix futurs n'incite pas les agriculteurs de l'UE à stocker. Surtout les EU et l'UE ne veulent plus financer de stocks publics.

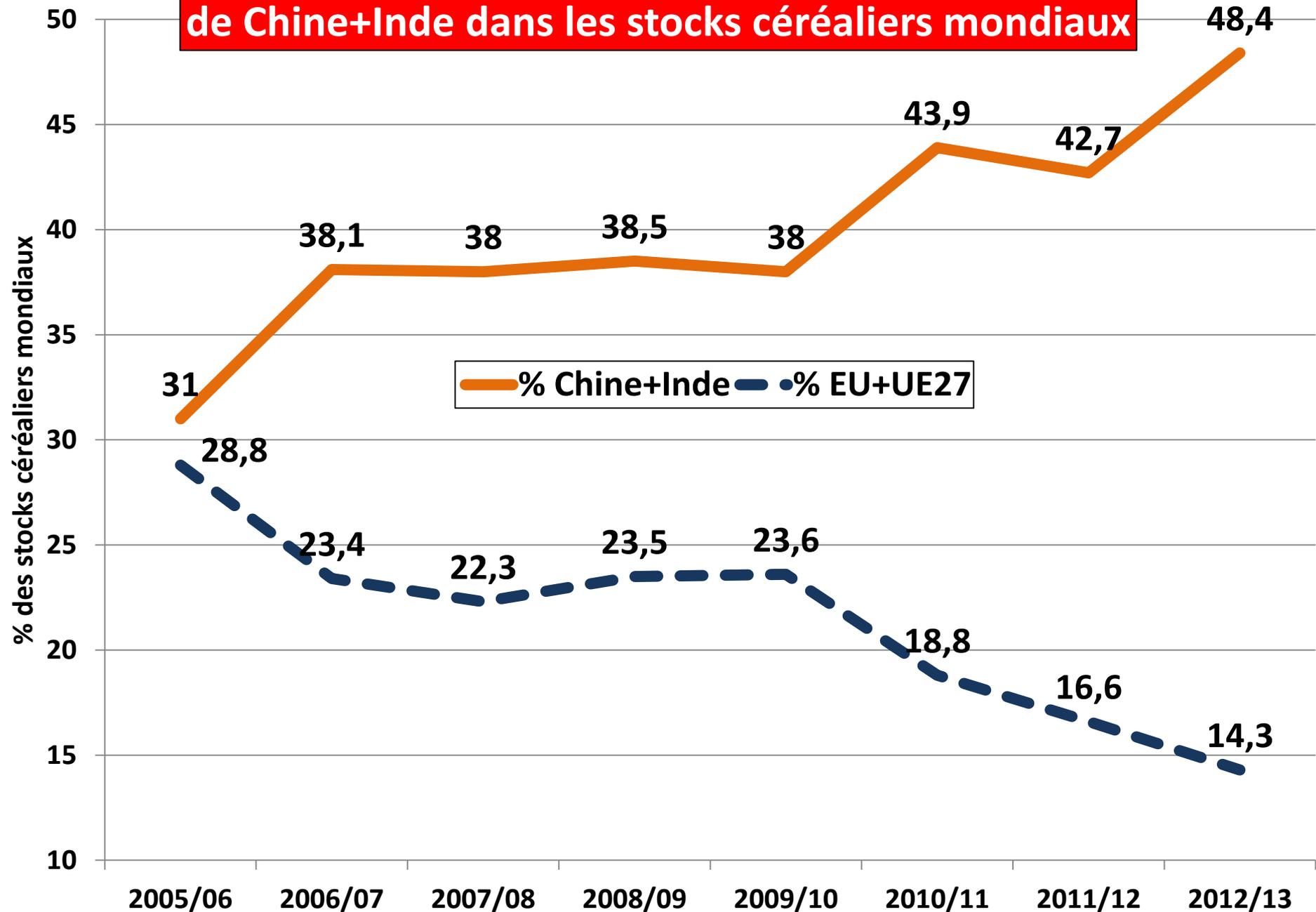
Baisse des stocks de céréales de EU+UE27 et hausse des stocks de Chine+Inde



Production de maïs des EU pour l'éthanol et en pourcentage de la production



Baisse de la part des EU+UE27 et hausse de la part de Chine+Inde dans les stocks céréaliers mondiaux



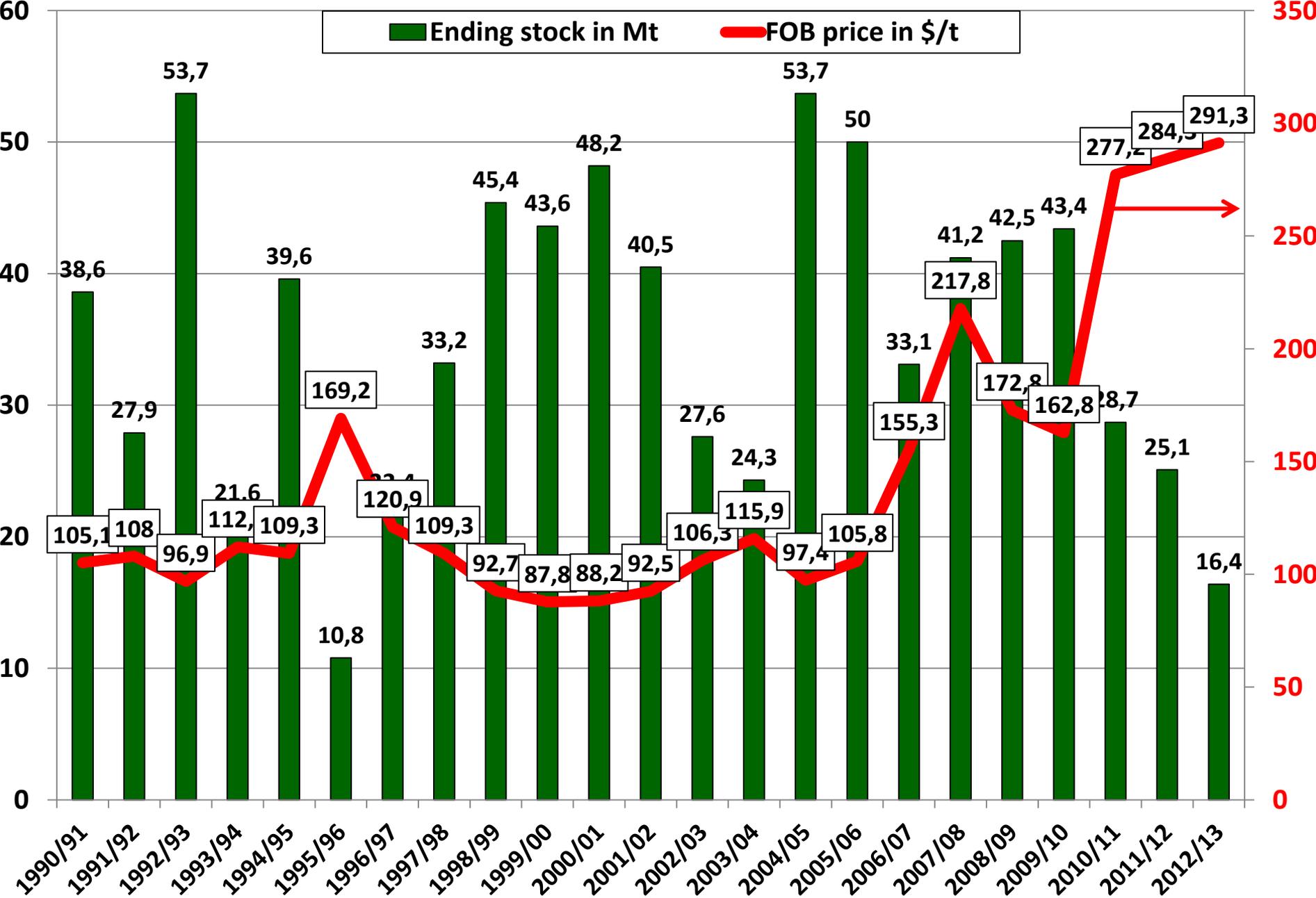
Causes essentielles de la flambée des prix mondiaux

Les causes essentielles : baisse de stocks céréaliers, largement due aux agrocarburants, accentuée par la spéculation

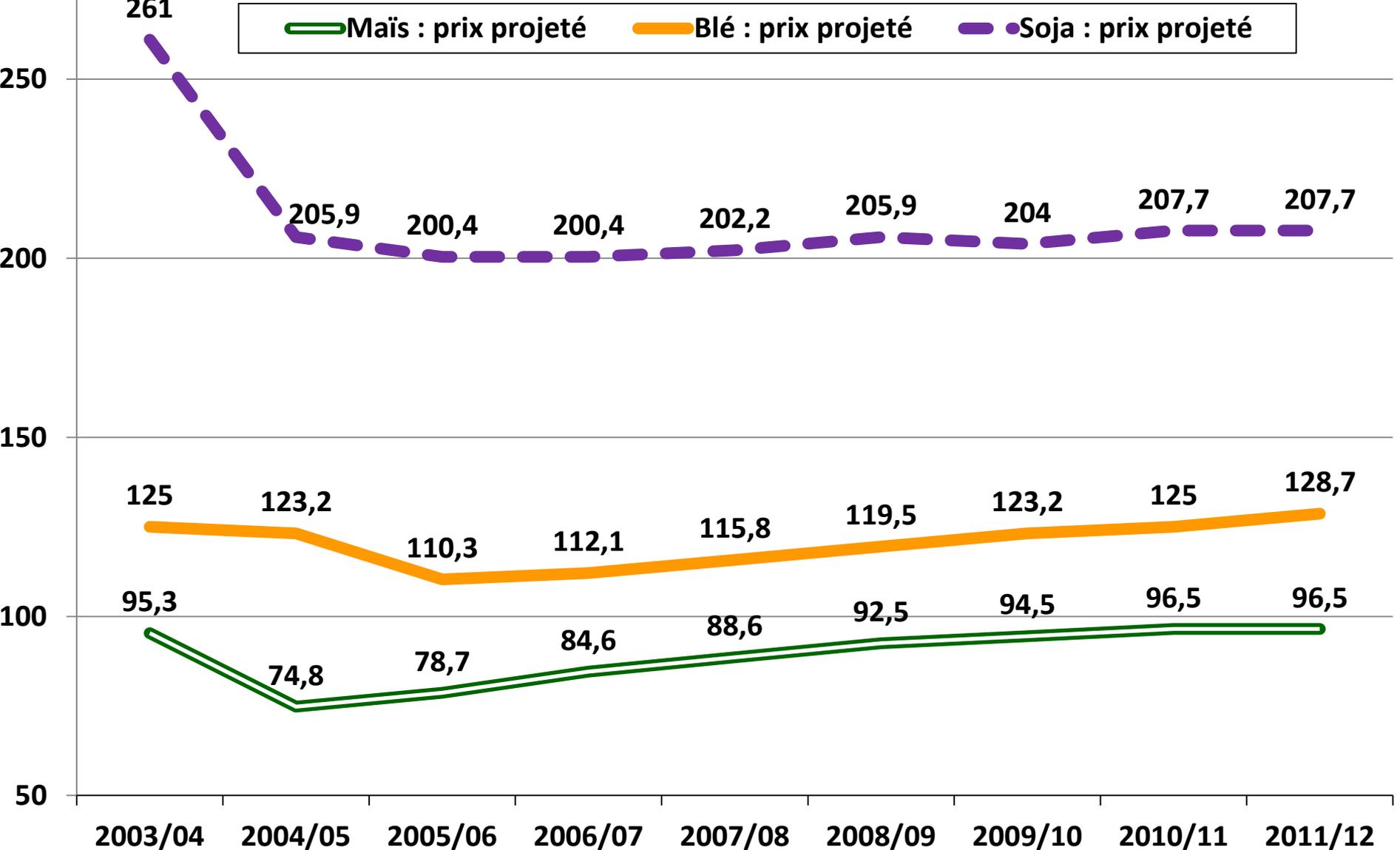
Effet de dominos suivant dans la flambée des prix : hausse du prix du pétrole → hausse du prix éthanol → hausse de la demande de maïs → hausse du prix maïs → hausse des surfaces en maïs → baisse des surfaces soja et blé → flambée des prix soja et blé → hausse du prix viande & produits laitiers → émeutes de la faim dans pays importateurs nets → flambée des revenus des producteurs de céréales et oléagineux (EU, UE, Mercosur) → pas de volonté réelle de lutter contre flambée des prix, rebaptisée « volatilité » des prix, par le G20.

La spéculation purement financière, encouragée par l'incorporation obligatoire d'éthanol dans l'essence aux EU et en UE, a fortement amplifié la hausse et la volatilité des prix des grains

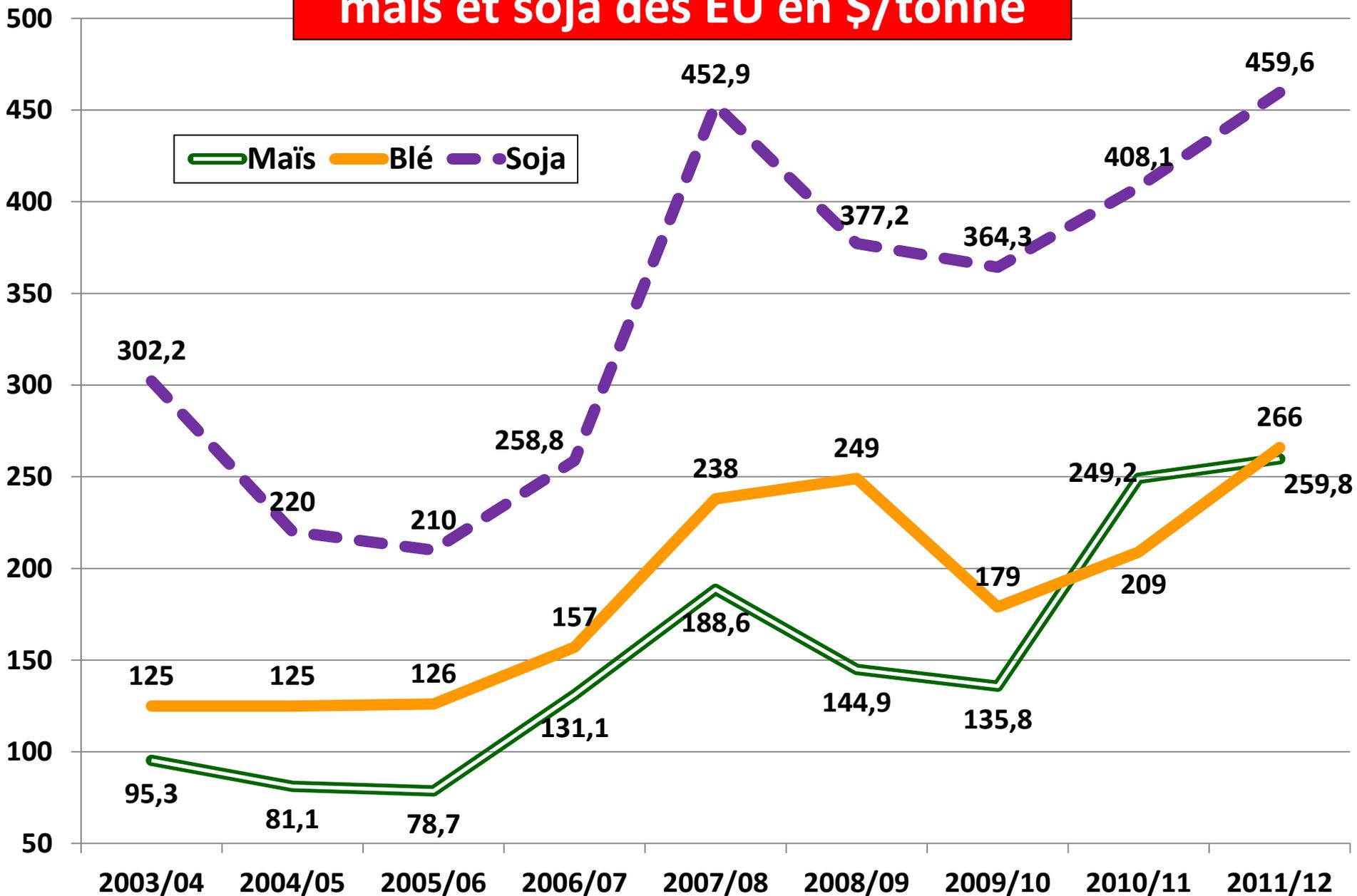
Stock final de maïs des EU et prix FOB Golfe du Mexique



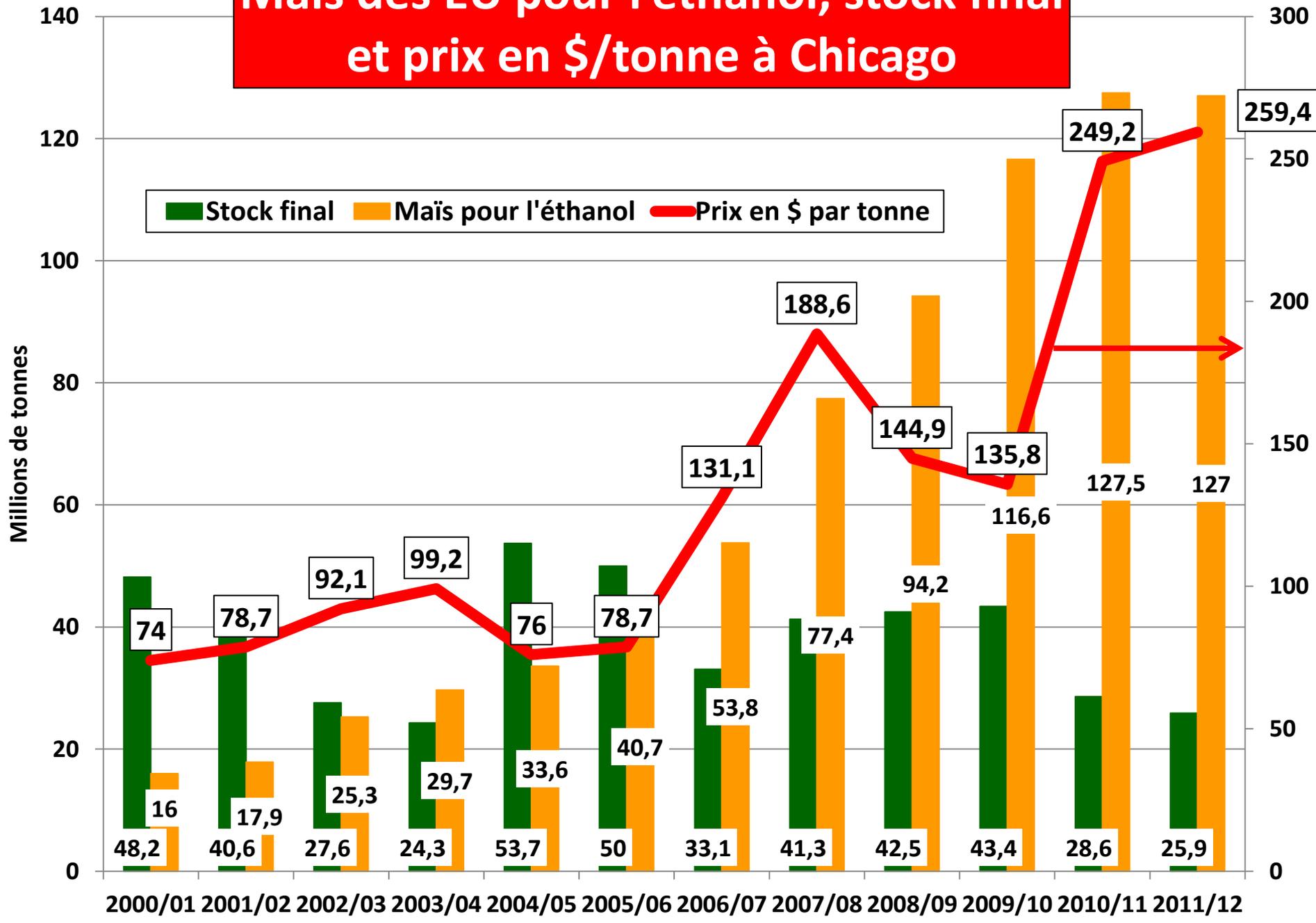
Projections en février 2005 des prix au producteur de blé, maïs et soja des EU, en \$/tonne



Prix effectifs au producteur de blé, maïs et soja des EU en \$/tonne



Maïs des EU pour l'éthanol, stock final et prix en \$/tonne à Chicago



Excédent de la production sur la demande sans les céréales des EU et de l'UE consacrées à l'éthanol

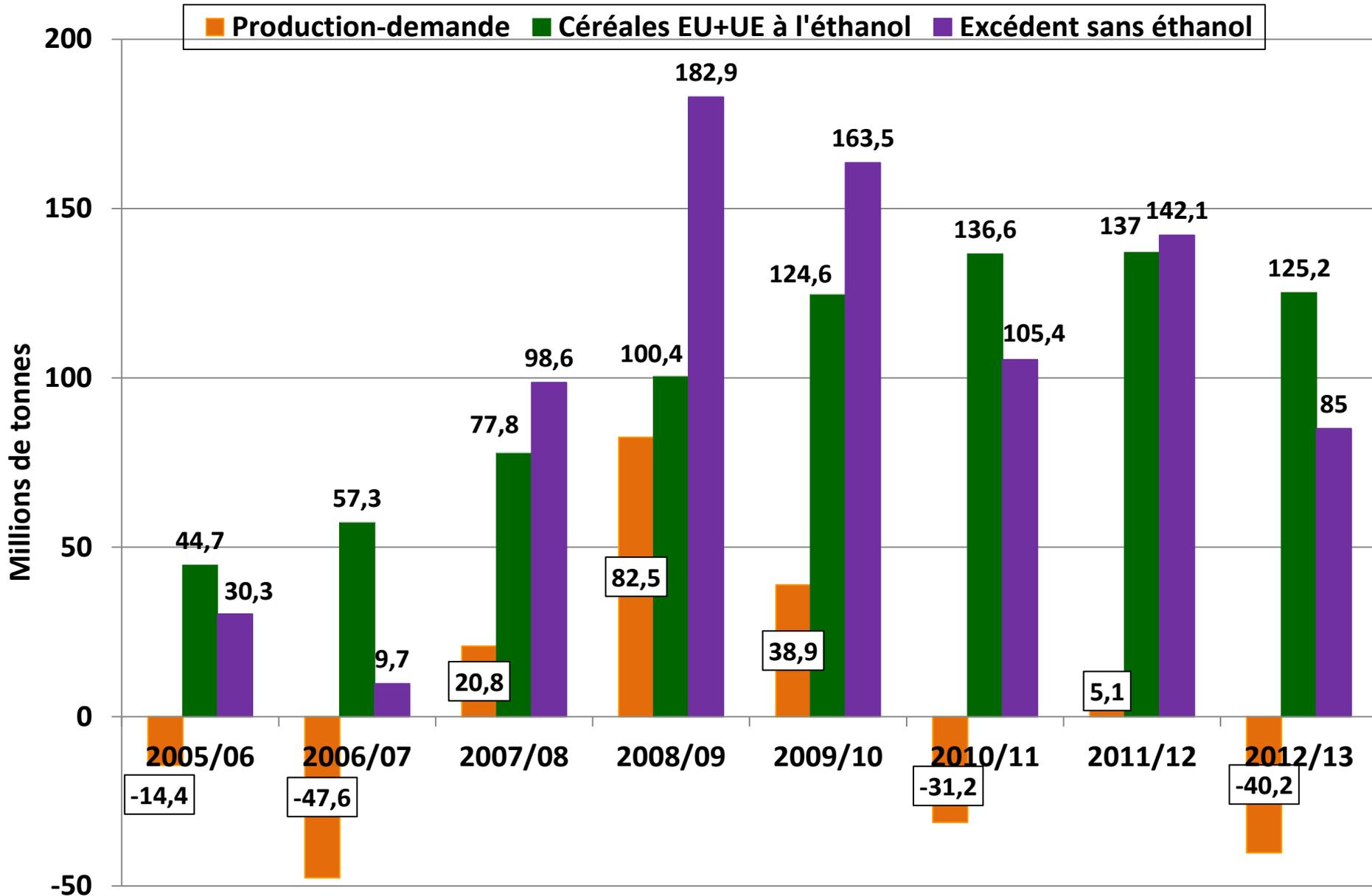
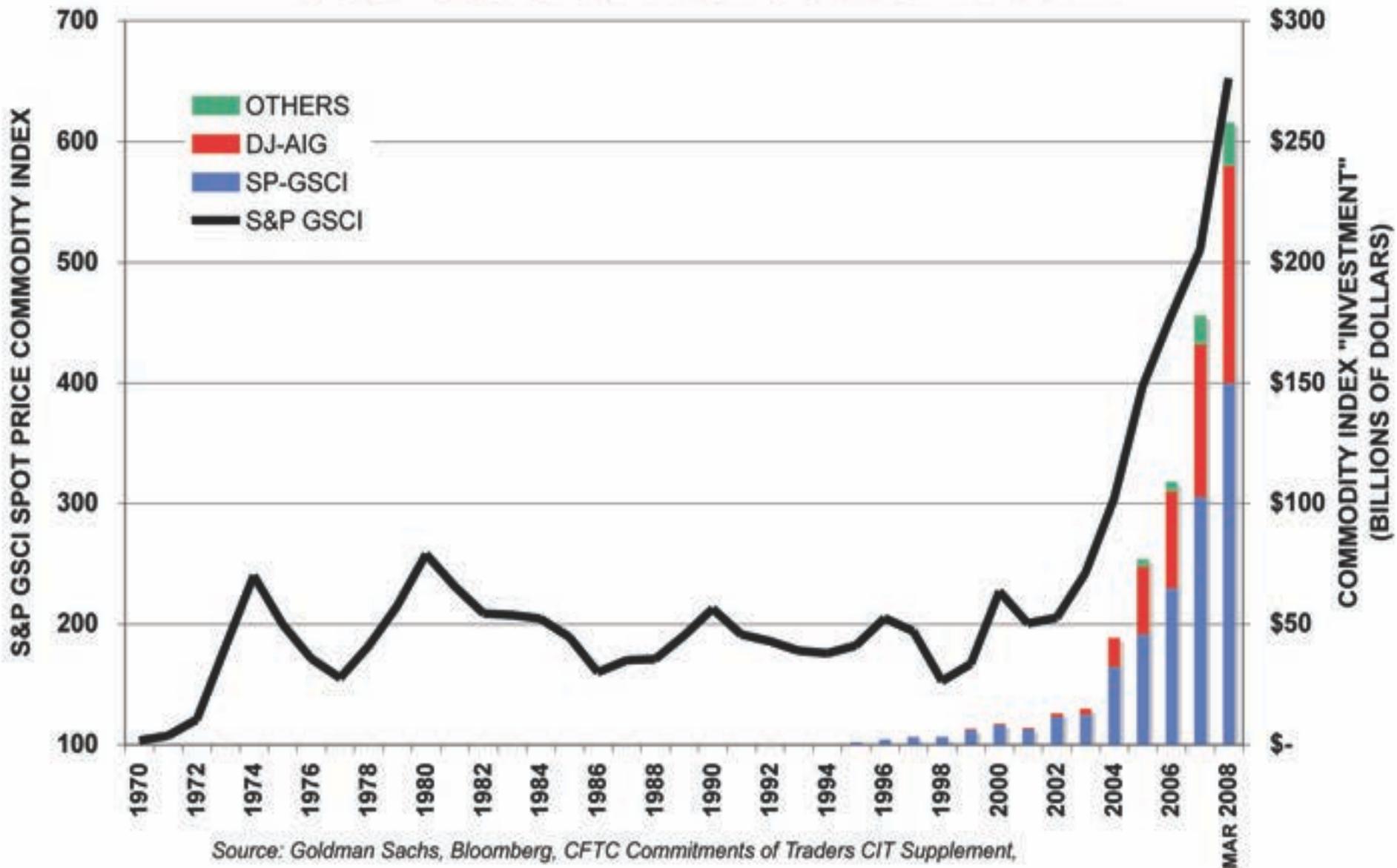


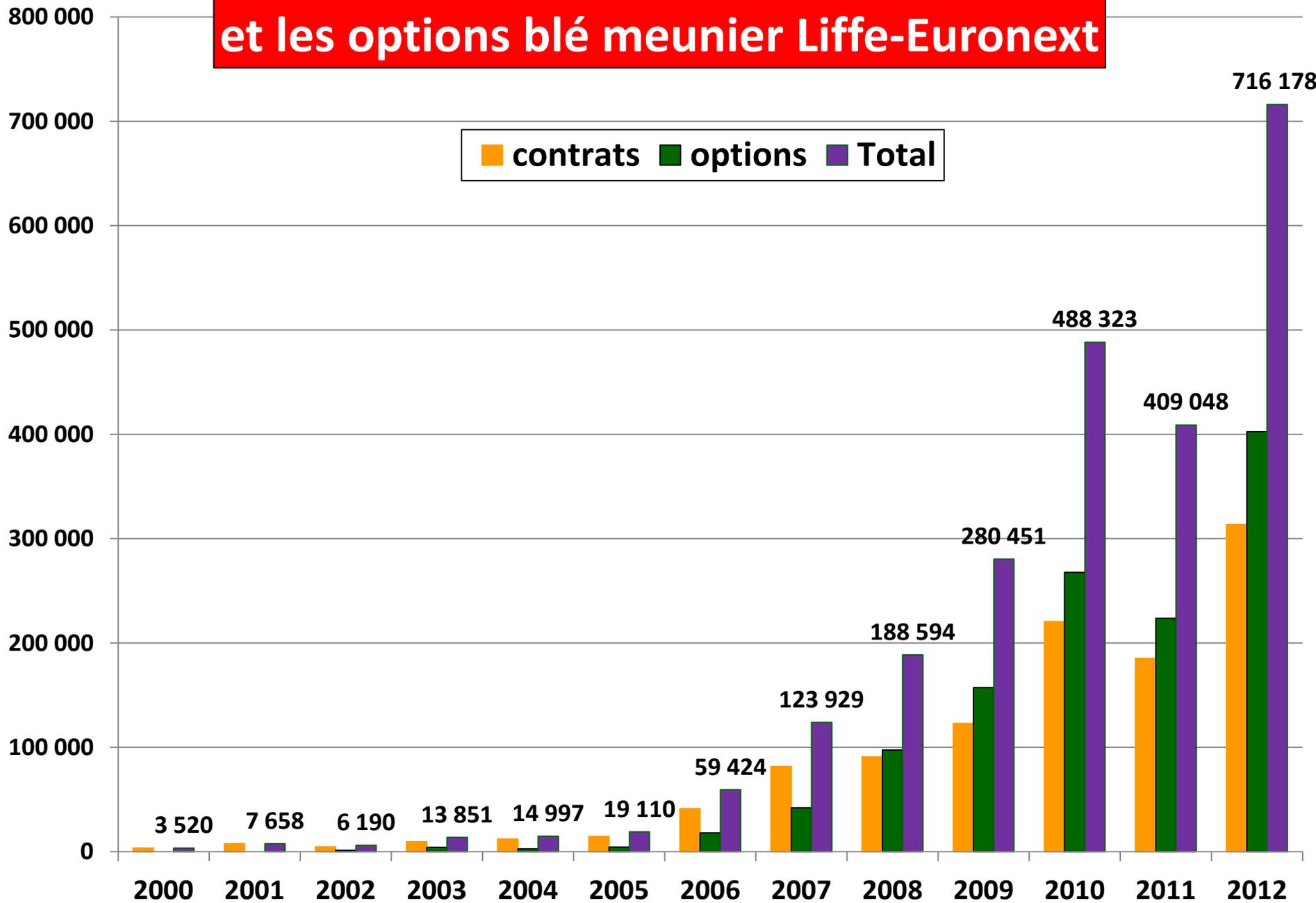
CHART ONE

COMMODITY INDEX INVESTMENT COMPARED TO S&P GSCI SPOT PRICE COMMODITY INDEX



Source: Goldman Sachs, Bloomberg, CFTC Commitments of Traders CIT Supplement,

Positions ouvertes sur le contrat à terme et les options blé meunier Liffe-Euronext



Inefficacité des remèdes proposés par les Institutions internationales et le G20

Le rapport sur la volatilité des prix agricoles de 10 institutions internationales pour le G20 de juin 2011 se limite à vouloir réduire les dégâts dus à la libéralisation des échanges agricoles qui est encore proposée comme remède central en concluant rapidement le Doha Round de l'OMC.

3 autres mesures préconisées – améliorer la transparence sur l'état des marchés, réduire la spéculation financière sur les marchés à terme et promouvoir des stocks céréaliers régionaux dans les zones déficitaires – seront impuissantes sans protection efficace des marchés intérieurs et sans remise en cause des agrocarburants.

La mystification du G20 de lutter contre la volatilité des prix agricoles

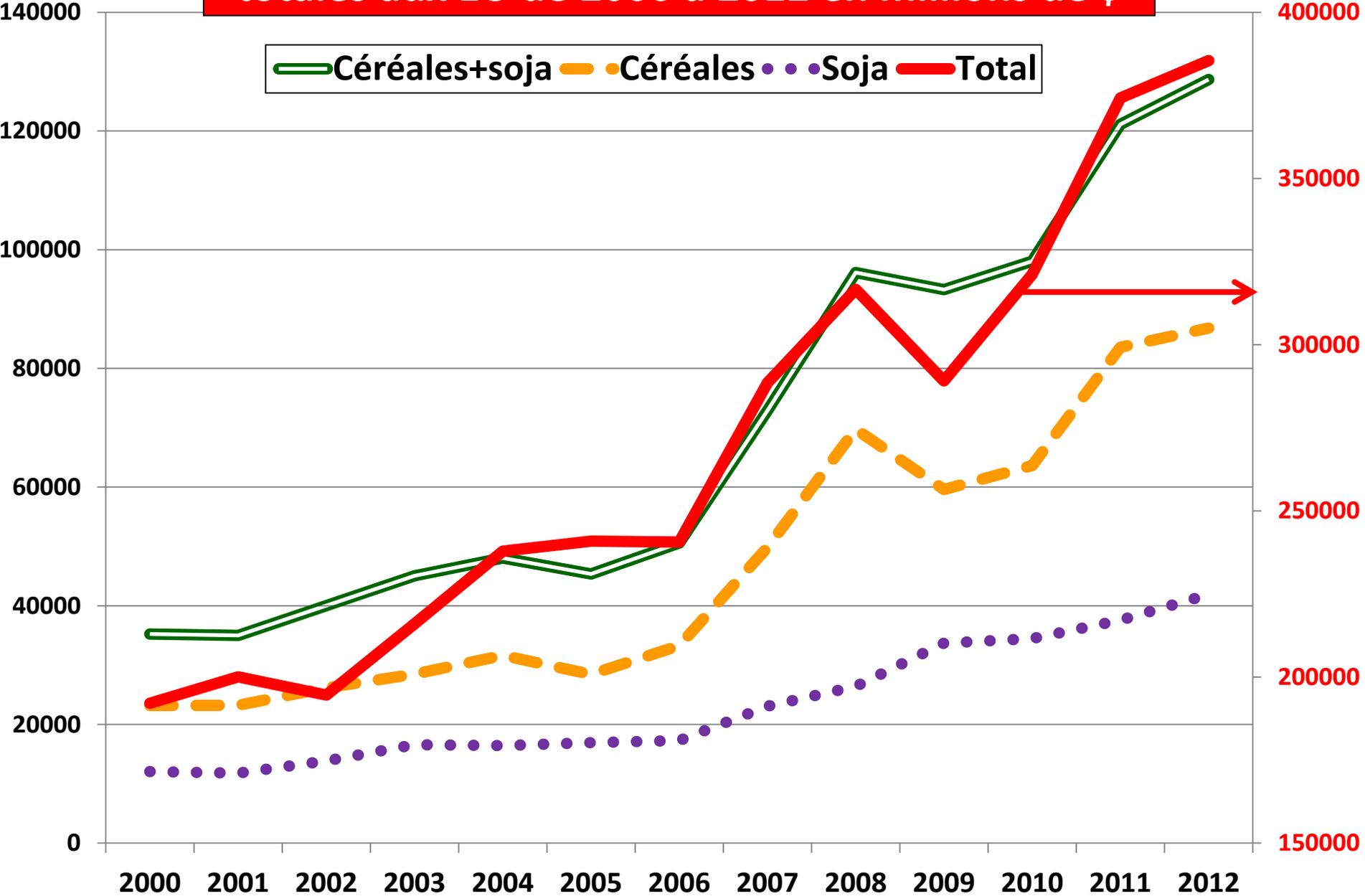
Les prix élevés, appelés à le rester, des céréales-oléagineux sont si profitables aux pays exportateurs – EU, Mercosur, UE – qu'ils ne sont sûrement pas désireux de les plafonner

Les ventes de céréales et soja des EU : de 19,4% des ventes agricoles totales de 2000 à 2005 à 30% de 2006 à 2012

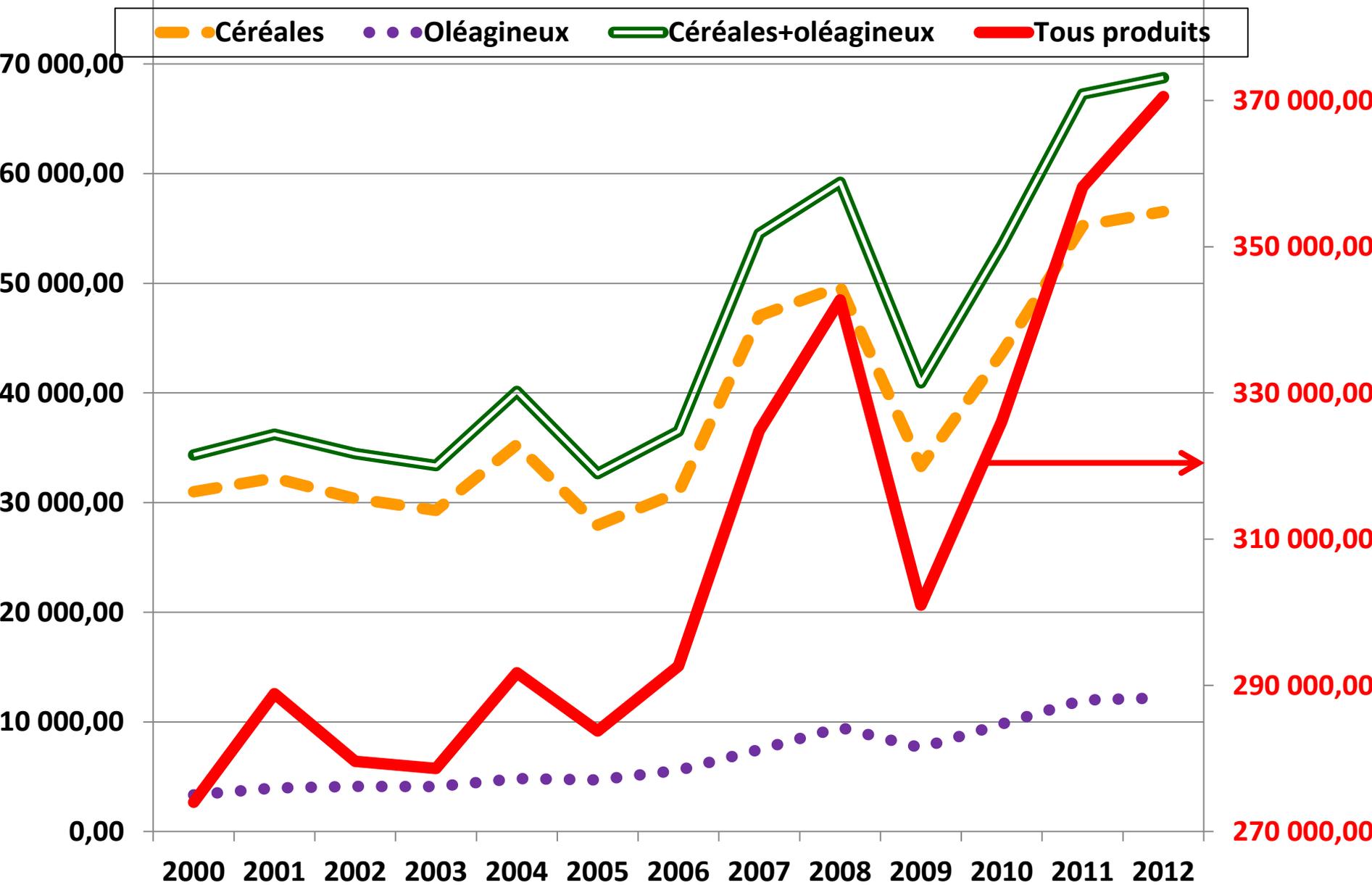
Les ventes de céréales & oléagineux de l'UE : de 12,4% des ventes totales de 2000 à 2005 à 16,% de 2006 à 2012

Le G20 ne remet pas en cause les marchés à terme agricoles et l'UE traîne les pieds pour réguler les marchés de gré à gré

Recettes des céréales et soja et recettes agricoles totales aux EU de 2000 à 2012 en millions de \$



Valeur au producteur des céréales et oléagineux et de tous les produits agricoles de l'UE27, Md'€



En 2012 + 48% du revenu des producteurs français de COP

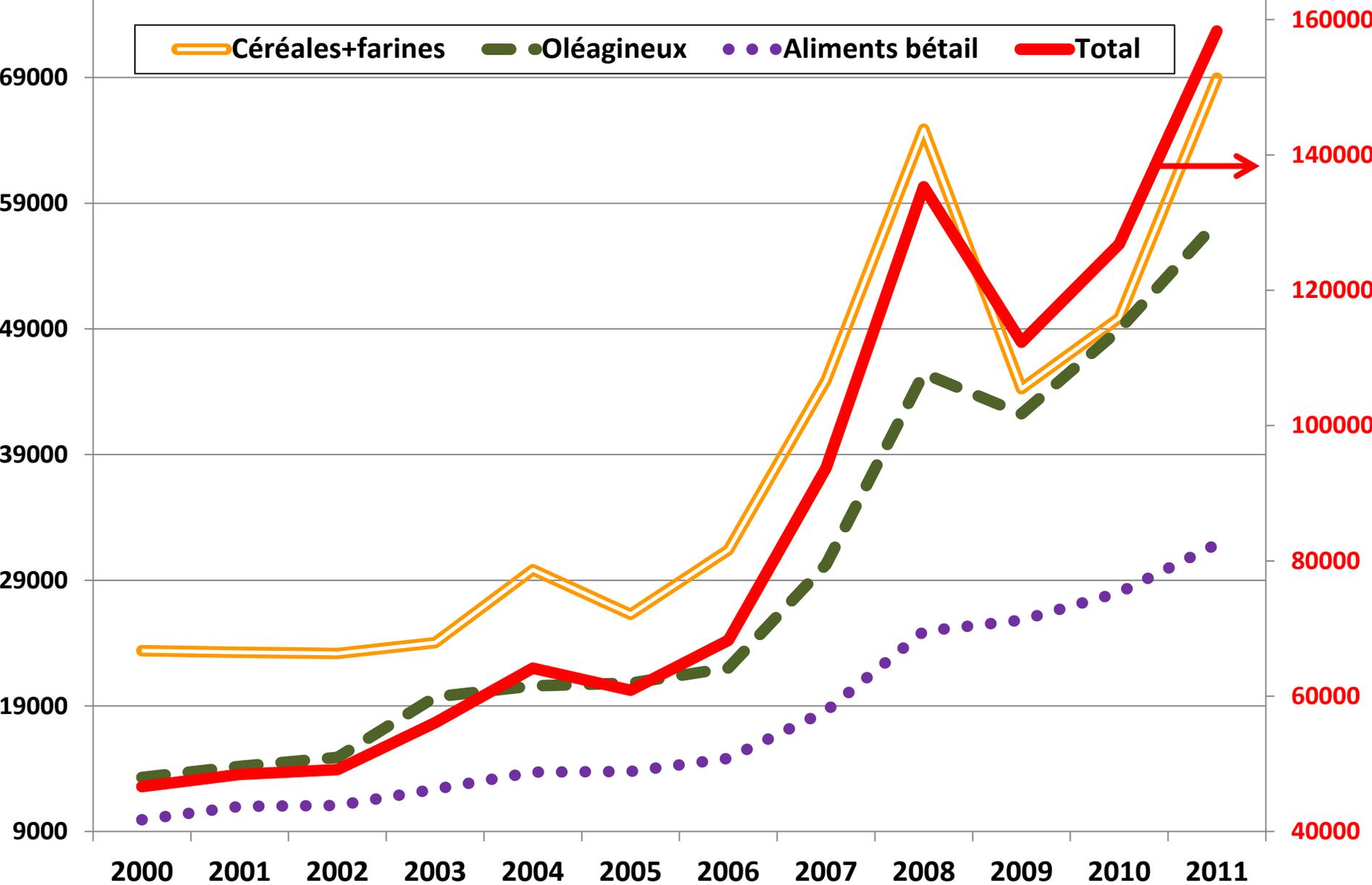
La flambée du prix des céréales (+18%), oléagineux (+12%) a entraîné la hausse de 48 700 € à 72 100 € du revenu par UTA non salariée des producteurs de COP mais celui des éleveurs de viande bovine a baissé de 8%, à 15 400 €, celui des producteurs de lait de 10%, à 26 500 €, et celui des éleveurs ovins de 19%, à 15 300 €. Mais hausse de 36% pour les éleveurs de volailles à 40 500 € (à cause des œufs) et de 32% pour les éleveurs de porcs.

Explosion des exportations en valeur des céréales-oléagineux-aliments du bétail des principaux exportateurs

Les exportations de céréales+oléagineux+aliments bétail des principaux exportateurs (Argentine+ Australie+ Brésil+ Canada +EU+Paraguay+Russie+UE+Ukraine) passées de 56 Md\$ de 2000 à 2005 (+6,4%/an) à 124 Md\$ de 2006 à 2011 (+18,7%/an)

Pour les seules céréales, valeur passée de 26,5 Md\$ de 2000 à 2005 (+ 4,3%/an) à 56,8 Md\$ de 2006 à 2011 (+ 17,7% par an).

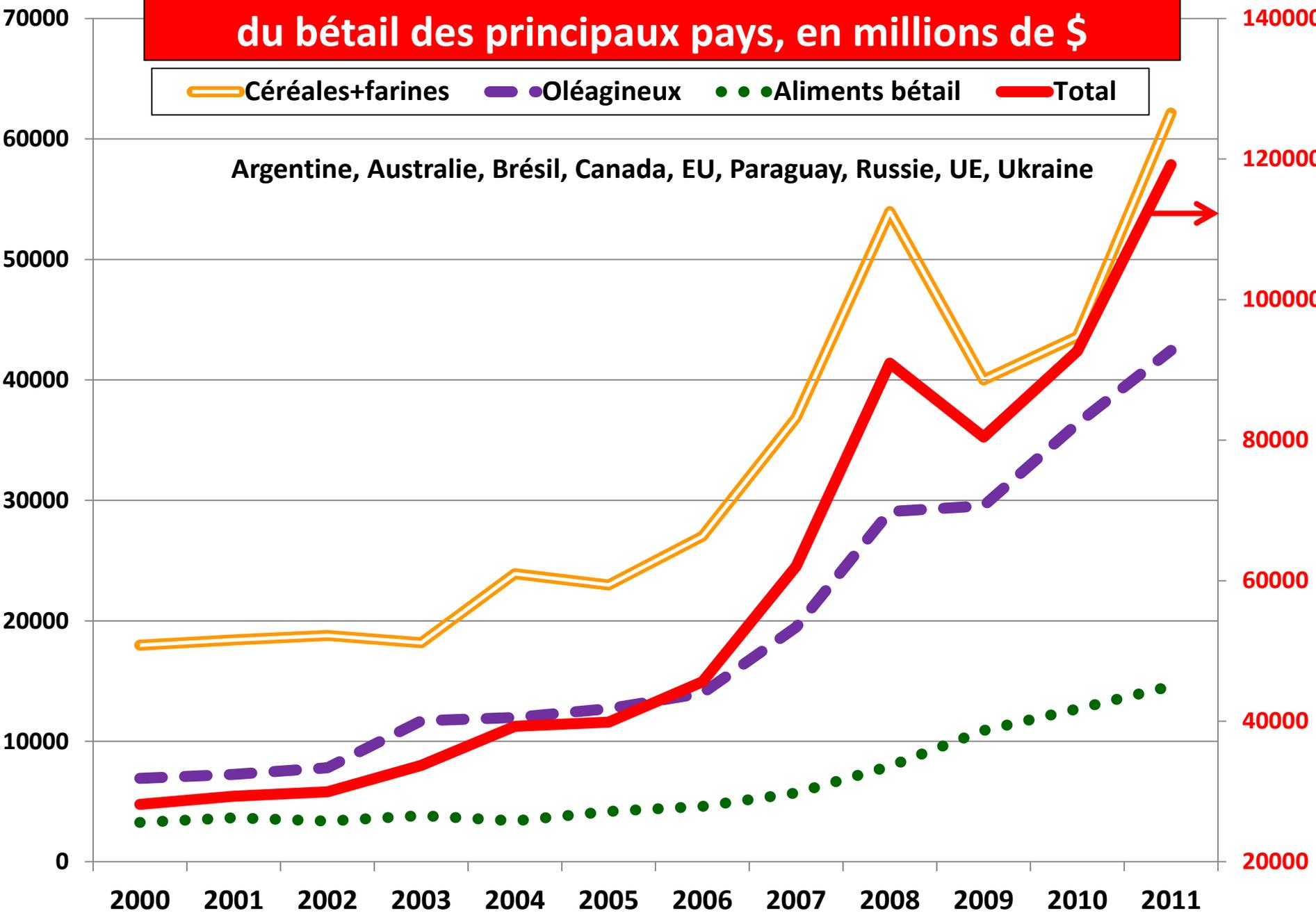
Exportations de céréales, oléagineux et aliments du bétail des principaux exportateurs en millions de \$



Exportations nettes de céréales, oléagineux et aliments du bétail des principaux pays, en millions de \$

— Céréales+farines — Oléagineux ••• Aliments bétail — Total

Argentine, Australie, Brésil, Canada, EU, Paraguay, Russie, UE, Ukraine



Les aberrations de la future PAC 2014-20

Principale aberration : accélérer la baisse des actifs agricoles

3^e trimestre 2008 au 3^e trimestre 2012 : 8,5 M de chômeurs de + dans l'UE27 (+ 11%/an), dont 6,8 M dans UE15 (10,8%/an), dont 751 000 en France (+8,2%/an) , et 1,7 M dans UE12 (+11,4%/an).

Dans le même temps, baisse de 1,364 M UTA dans l'UE27 de 2008 à 2012 (- 2,5%/an), dont de 448 600 dans l'UE15 (-1,7%/an), dont de 73 500 en France (-1,8%/an), et de 915 500 dans l'UE12 (-3,3%).

Pire: la Commission prévoit une baisse de 31,4% des UTA de l'UE27 de 2010 à 2022 (-3,1%/an), de 23,1% dans l'UE15 (-2,2%/an) et de 39,5% dans l'UE12 (-4,1%/an) afin d'accélérer la "restructuration" des exploitations pour augmenter le revenu réel/UTA de 1,8%/an dans l'UE27 dont de 0,6%/an dans l'UE15 et de 3,3%/an dans l'UE12 !

Les aberrations de la future PAC 2014-20

Principale aberration : maintenir les DPB/ha et non par UTA

Les futures DPU appelées DPB (droit au paiement de base) continueront à être basées sur les ha et à favoriser la concentration des exploitations et réduire les UTA.

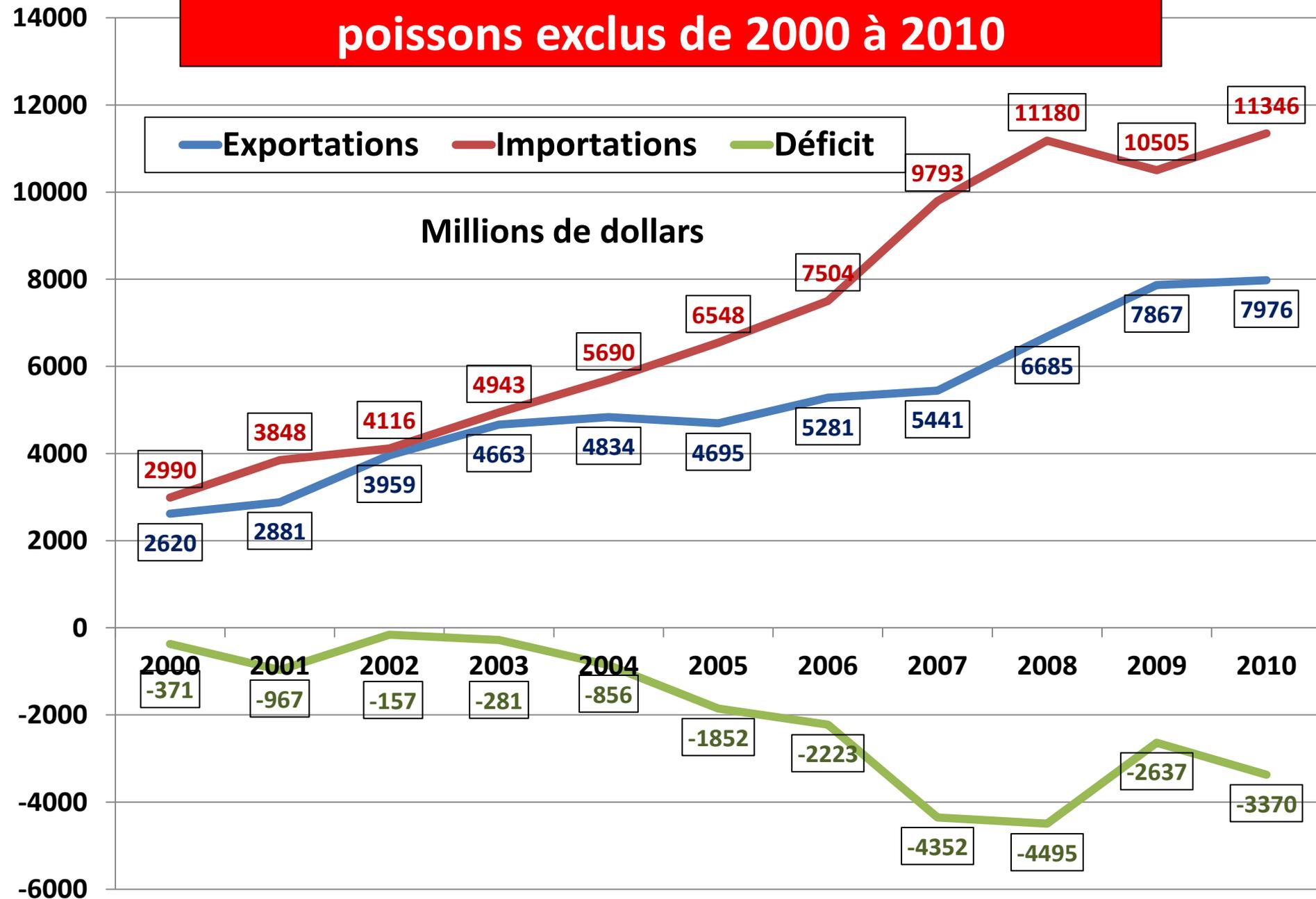
Stéphane le Foll veut primer plus les 50 1ers ha, une fausse bonne idée car la SAU moyenne des exploitations <50 ha est de 13,4 ha dont de 5,6 ha pour celles de <20 ha qui sont 46% de toutes les exploitations.

Déficit alimentaire croissant de l'Afrique de l'Ouest

Déficit des échanges alimentaires, poissons exclus, multiplié par 9 de 2000 à 2010, de 371 M\$ à 3,4 Md\$, en hausse de 24,7%/an, 9,5 fois plus vite que la population (2,6%/an). Le déficit a été multiplié par 4, de 2,3 Md\$ à 9 Md\$ si on exclut les exportations nettes de café-cacao-thé-épices.

Principaux déficits en 2010 : céréales et préparations (4,7 Md\$), huile (1,3 Md\$), sucre (1,2 Md\$), produits laitiers (1 Md\$), viande et préparations (445 M\$, dont 304 M volaille). A part les importations de blé (1,7 Md\$), l'AO pourrait produire tout le reste. Et l'AO importe aussi 5 fois plus de poissons (en volume) qu'elle n'en exporte.

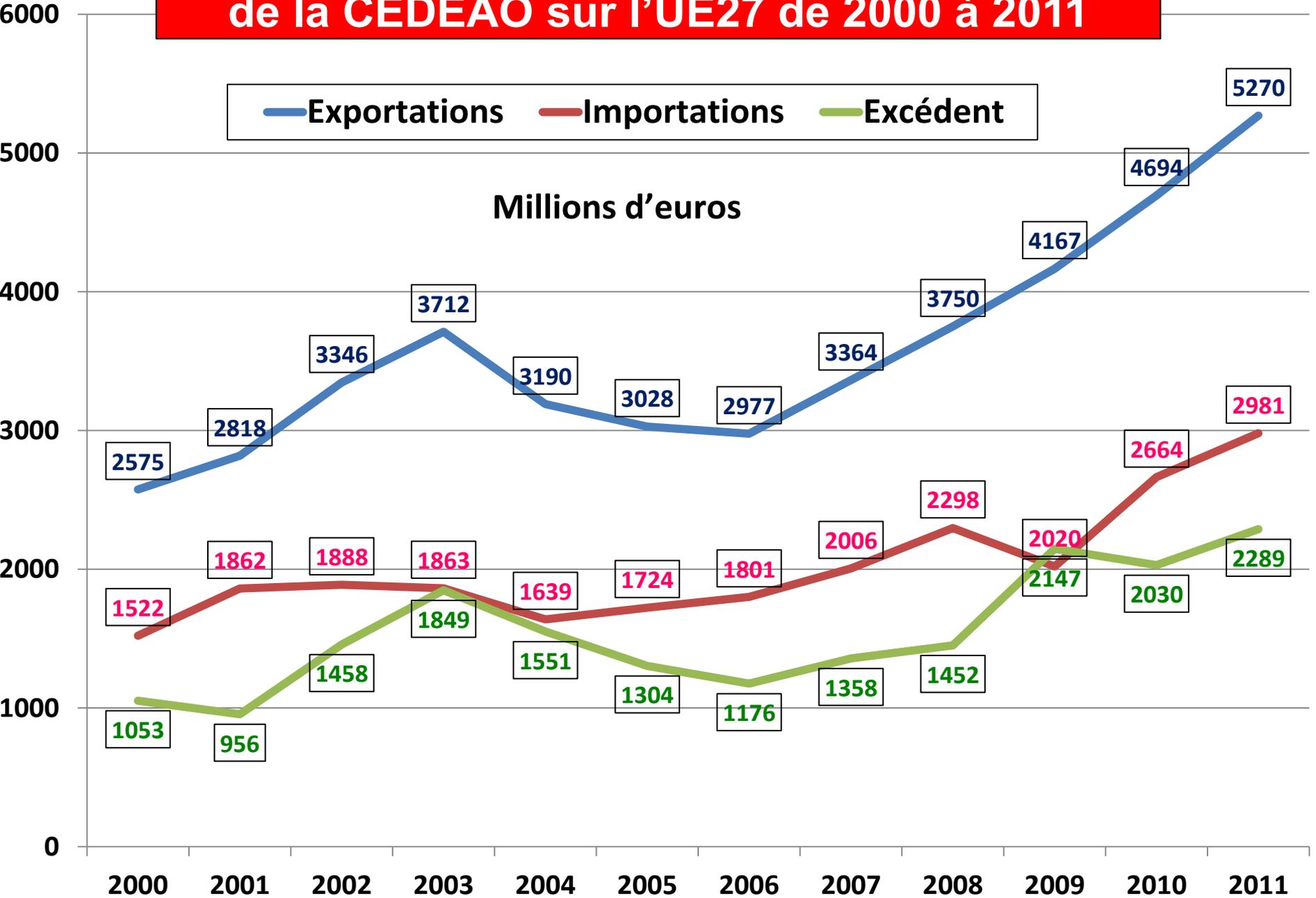
Echanges alimentaires de l'Afrique de l'Ouest poissons exclus de 2000 à 2010



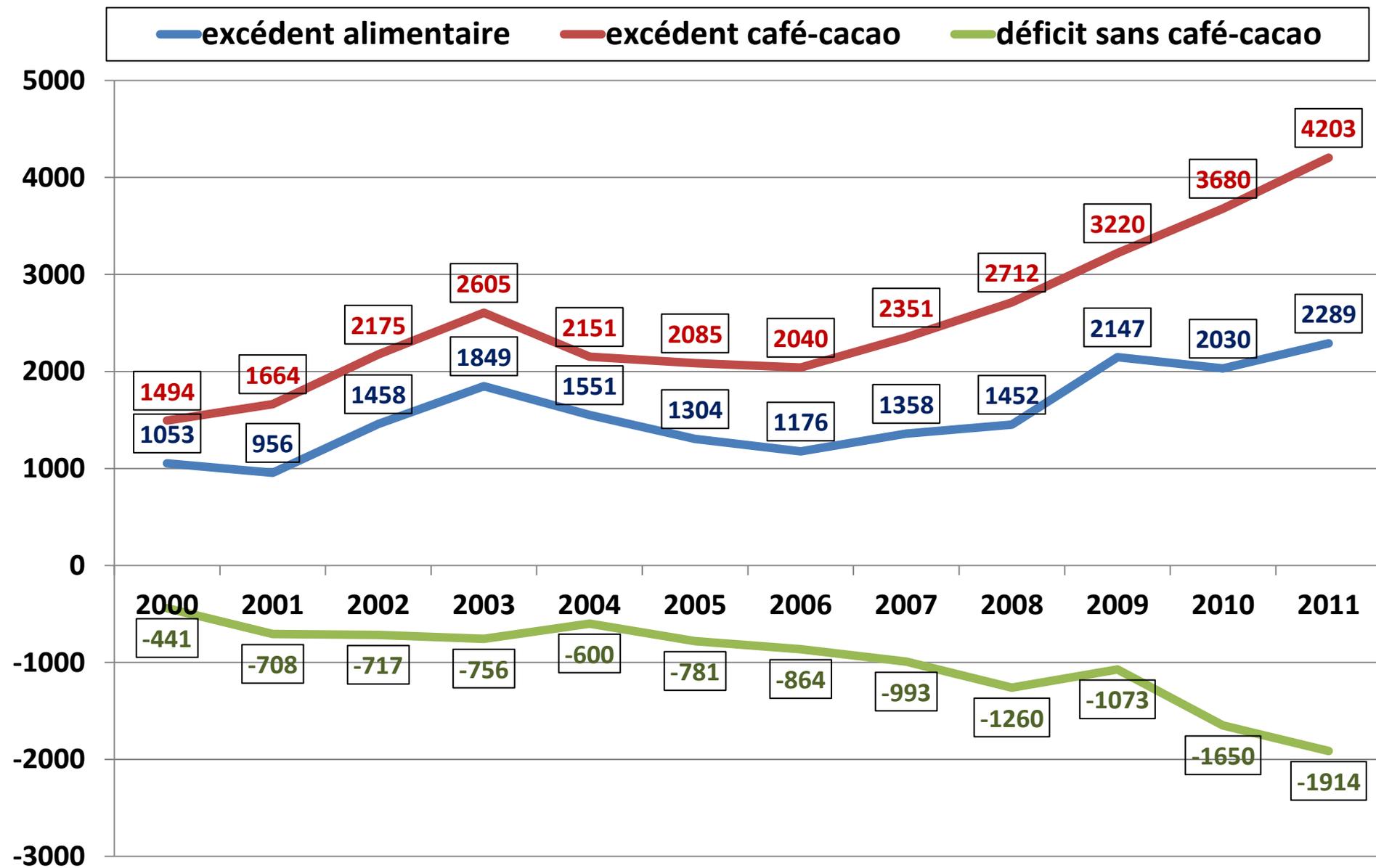
Excédent croissant des échanges alimentaires de la CEDEAO sur l'UE27 de 2000 à 2011

— Exportations — Importations — Excédent

Millions d'euros



Déficit alimentaire croissant de la CEDEAO avec l'UE27 sans l'excédent en café-cacao-thé-épices



La perpétuation du dumping agricole de l'UE et des EU camouflé sous des aides internes

Pour l'économiste et l'homme de la rue il y a dumping si on exporte à un prix inférieur au coût moyen de production.

Pour l'OMC il n'y a pas de dumping si on exporte au prix du marché intérieur, même s'il est inférieur au coût moyen de production du pays exportateur.

Ce n'est possible que dans les pays riches où les agriculteurs reçoivent des aides compensatoires autorisées par l'OMC.

C'était la 1^{ère} raison des réformes de la PAC de 1992, 1999 et 2003 : abaisser par étapes les prix agricoles au niveau des prix mondiaux permettra d'exporter sans subventions à l'exportation et on compensera les baisses de prix par des subventions internes autorisées par l'OMC (boîte verte).

Les DPU de la PAC de 2003 pas conformes à l'OMC

Les DPU (droits au paiement unique) pas dans la boîte verte de l'Accord sur l'agriculture (AsA) de l'OMC :

- 1) Plusieurs productions interdites –lait et betterave (quotas), vins (droits de plantation) – ou plafonnées (coton, tabac, huile d'olive). Or l'interdiction de produire des F&L a suffi à l'OMC pour les aides directes fixes des EU hors de la boîte verte.**
- 2) Sont couplés aux hectares éligibles.**
- 3) La majorité des DPU est imputable aux céréales et oléagineux destinés aux aliments du bétail ou agrocarburants, or les intrants ne sont pas dans la boîte verte (art. 6 de l'AsA)**
- 5) Comme pas imputables à un produit donné, tous les produits agricoles exportés sont attaquables pour dumping**

Les DPB de la PAC 2014-20 pas conformes à l'OMC

Les DPB (droits au paiement de base) de la future PAC 2014-20 ne seront pas davantage conformes à l'AsA de l'OMC.

Le large dumping des produits alimentaires de l'UE

Le taux moyen de dumping des céréales de l'UE27 en 2006 était de 54,7% du fait de subventions de 1,960 Md€, dont 206 M€ de restitutions et 1,754 Md€ de subventions internes, et de 3,583 Md€ de valeur des céréales exportées.

Les subventions de l'UE27 aux produits laitiers exportés de 2000 à 2010 ont été en moyenne de 168,6 € par tonne d'équivalent-lait (t.e.l.) ce qui, pour un prix FOB de 431 €/t.e.l., correspond à un dumping de 38,5%.

Les 2,271 Md€ de subventions de l'UE15 pour 6,833 Md€ d'exportations de viandes en poids-carcasse de 2006 à 2008 correspondent à un taux de dumping moyen de 33%, dont 58% en viande bovine, 29,5% en viande porcine et 35% en viande de volailles et œufs.

La flambée des importations de blé au Sénégal

Importations de 400 000 t de blé/an de 2007 à 2011, contre 283 000 t de 2000 à 2006, la consommation de pain/hb passant de 20 kg en 2000 à 27 kg en 2011, en hausse de 5,7%/an contre 2,7% pour la population. A ce rythme on aurait 82 kg/hb en 2050 pour 29 M d'hb contre 12,8 M en 2010 et il faudrait importer 2,5 Mt de blé, impossible à financer.

Cela explique le projet de Solidarité au Sénégal pour panifier les céréales locales (de 30 à 50%) et promouvoir les tortillas de maïs et galettes de mil et manioc qui se passent de blé.